

profitait, si, dans les familles, on pouvait acheter des marchandises à meilleur marché, nous pourrions assister avec quelque satisfaction à la ruine de notre commerce d'exportation. Mais nous importons en aussi grande quantité qu'autrefois des marchandises dont les prix s'élèvent en proportion du montant des droits à payer; ce qui démontre que nous payons des prix élevés pour les mêmes marchandises que celles qui sont fabriquées ici, bien qu'en même temps, il y ait diminution dans les exportations. Jedis que ces chiffres devraient éveiller l'attention des honorables ministres et pousser, si c'est possible, à chercher des moyens par lesquels on pourrait remédier à cet état de choses.

M. PLUMB. Je suis heureux de dire qu'un des premiers discours prononcés par un député marquant de la gauche qui, sans doute, parle avec autorité, prouve que la guerre que son parti fait à la politique fiscale adoptée par la Chambre, est loin de se terminer. Après le discours quelque peu indigeste que l'ancien chef de la gauche a prononcé lorsqu'il a fait ses derniers adieux à ses électeurs de Lambton, nous étions portés à croire qu'il pourrait y avoir quelque changement dans les expressions dont ces honorables messieurs se sont servis, du commencement à la fin, pour attaquer, dénoncer et déprécier le politique du gouvernement. Cependant, nous pouvons constater que les vacances ont excité mon honorable ami, qui a présenté cette résolution, à prononcer plus énergiquement qu'il en a l'habitude les philippiques qu'il lance de temps à autre à propos des industries du pays.

Quel est le sens des paroles de l'honorable député? Autant que je puis le saisir, et je me suis efforcé de le suivre avec beaucoup de patience, il a voulu dire que l'exportation de quelques articles—et l'honorable député a soigneusement motivé son discours, car l'on peut faire prouver toute espèce de choses aux chiffres—il a voulu dire que l'exportation de quelques articles avait diminué pendant les deux dernières années, que la politique nationale était un fiasco et faisait tort à nos intérêts industriels. Néanmoins, j'ai toujours supposé que nous dépendions beaucoup de la consommation intérieure et que, bien qu'il y eût une diminution dans les exportations de quelques-uns de nos produits, comme le prétend l'honorable député, il reste acquis que le peuple est assez riche non-seulement pour acheter nos produits, mais encore pour acheter ceux qui sont importés des autres pays.

Nous n'avons jamais prétendu élever une muraille de Chine au Canada, comme d'honorables députés de la gauche l'ont souvent assuré. Nous n'avons jamais prétendu que nous avions l'intention d'adopter la ligne de conduite suivie par nos voisins des Etats-Unis, ligne de conduite qui consisterait à exclure, par notre tarif, les produits de fabrique étrangère, comme des membres de la gauche l'ont souvent affirmé, surtout l'honorable député qui vient de parler, et qui est l'auteur d'une certaine espèce d'argument spécieux. Je lui en donne le crédit. Il est tellement le maître de cette espèce d'argument, que durant les luttes qui ont eu lieu l'été dernier, luttes qui n'ont pas été très heureuses pour eux, son chef l'a mis plus d'une fois à contribution. Mais je dis que nous n'avons jamais eu l'intention, en adoptant notre tarif, d'exclure les produits de fabrique étrangère.

M. ANGLIN. Ecoutez! Ecoutez!

M. PLUMB. L'honorable député dit écoutez! écoutez! Nous n'avons jamais eu l'intention d'agir de la sorte. Nous avons dit que nous avions l'intention de protéger raisonnablement nos industries; ce que les honorables députés de la gauche refusaient de faire. Il est un peu étrange que, dans le cours de cette argumentation, nous soyons forcés de reconnaître de nouveau le fait—et l'honorable député est forcé de le reconnaître—que nous importons des marchandises de pays qui ont un tarif presque prohibitif.

Eh bien! l'honorable député peut choisir l'un ou l'autre des tranchants du dilemme. Ou le tarif prohibitif des Etats-

Unis ne les empêche pas d'exporter ici des marchandises, ou leur tarif les en empêche. Sinon, s'ils exportent ici des marchandises, c'est une preuve que leur tarif ne les empêche pas. C'est un fait que personne n'ignore, qu'un des pays les mieux protégés de l'Europe exporte en Angleterre une grande quantité d'articles en fer, non des petits articles, mais des poutres en fer et autres articles de ce genre, qui sont vendus au cœur même de la région qui produit le fer, et cela, à meilleur marché que ne peuvent le faire les marchands dans un pays de libre-échange. L'honorable député doit prendre une alternative ou l'autre de l'argument.

Je crois que, comme la plupart de ses confrères de la gauche, l'honorable député est très-affligé de n'avoir plus à nous opposer l'argument que le commerce du pays souffre tellement que nous sommes obligés de chercher des débouchés partout où nous pouvons les trouver en sacrifiant nos produits manufacturés.

Pendant l'année ou les deux années qui viennent de s'écouler, ils ont été obligés de cesser de crier à la famine et à la crise. Aujourd'hui, pour discuter en cette Chambre, ils se placent sur un terrain tout à fait différent. L'honorable député dit que dans sa ville, les fabricants ont souffert. On m'a raconté une histoire tout à fait différente. On a attiré mon attention sur un article que le *Free Press* de London a publié dernièrement; cet article, qui a été écrit au lieu même où réside l'honorable député et que je pourrais me procurer de suite s'il était nécessaire, disait qu'il était difficile de trouver, dans le Canada, une ville qui eût profité du tarif autant que Brantford, que les manufactures s'y établissaient rapidement.

Je suppose que l'honorable député avec sa bonne foi habituelle, admettra que cela est vrai.

M. PATERSON. Je l'admettrai; mais je désire donner une explication.

M. PLUMB. J'ai la parole.

M. PATERSON. Je désire rectifier un point. Je n'ai pas dit que les manufactures ne prospéraient pas. J'admets que mon honorable ami a dit vrai. Mais j'ai dit que les manufactures n'étaient pas prospères en ce qui avait rapport à leur commerce d'exportation, et je n'ai pas prétendu autre chose.

M. PLUMB. L'honorable député a dit que le tarif avait fait tort aux manufactures.

M. PATERSON. Je l'ai dit en ce qui concernait leur commerce d'exportation.

M. PLUMB. M. le député de Brant a prétendu que non seulement les manufactures souffraient dans leur commerce d'exportation, mais que le tarif avait ruiné nos industries.

M. PATERSON. Je ne me suis pas servi du tout de ces expressions.

M. MACKENZIE. Mon honorable ami n'a jamais parlé ainsi.

M. PLUMB. Alors l'honorable député a dit autre chose que ce qu'il pensait.

M. PATERSON. Je nie.

M. PLUMB. Ce n'est pas ma faute si mon honorable ami n'a pas exprimé sa pensée.

M. PATERSON. Vous faisiez trop de bruit pour pouvoir entendre ce que je disais.

M. PLUMB. Vous avez dit que vous vouliez voir nos intérêts manufacturiers se développer.

M. PATERSON. Oui.

M. PLUMB. L'honorable député a dit que sous la protection favorable du gouvernement précédent les manufactures étaient prospères. Il a fait une comparaison entre leur état, en 1878, et leur condition présente, et le fin mot de son argumentation a été que nous étions alors dans un état de pros-